



HAL
open science

Discours de séduction de la Chine : un nouveau Cargo Cult pour la Polynésie française?

Aurélie Bayen-Poisson

► **To cite this version:**

Aurélie Bayen-Poisson. Discours de séduction de la Chine : un nouveau Cargo Cult pour la Polynésie française?. *L'Océanie convoitée. Histoire, géopolitique et sociétés* 2017, 2017, 978-2-271-11816-5. hal-03740116

HAL Id: hal-03740116

<https://hal.science/hal-03740116>

Submitted on 29 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Discours de séduction de la Chine : un nouveau *Cargo Cult* pour la Polynésie française?

Aurélie BAYEN-POISSON

MCF UCO Pacifique

Historiquement, l'Océanie demeure une zone convoitée par nombre de puissances comme la France, les États-Unis ou le Japon. La Polynésie française n'échappe pas à ces luttes d'influence, mais elle aspire désormais à se tourner vers la Chine, devenue 1^{ère} économie mondiale et qui apparaît comme une nouvelle manne *providentielle* pour le Territoire. S'engager avec le géant chinois permettra-t-il aux dirigeants locaux d'éviter une nouvelle fois de se lancer dans un processus de réformes profondes et pallier au tarissement des ressources financières françaises issues de l'après-CEP? Quels sont les risques et les désillusions possibles dans le processus d'engagement avec le partenaire chinois ? Telles sont les questions qui seront abordées par l'observation des grands projets économiques en cours, véhiculés par une politique de communication relayant les fantasmes du *Culte du Cargo* qui continue d'imprégner de façon diffuse les attentes de la société polynésienne et de ses dirigeants.

Il s'agira de montrer que dans un contexte de stagnation économique de la Chine et de « *crise durable* »¹ en Polynésie, force est de constater la multiplication des projets de partenariats bilatéraux : ligne aérienne Chine-Tahiti, programmes hôteliers et touristiques du *Mahana Beach* et d'Atimaono², construction de logements sociaux³, ferme aquacole de Hao, etc. Pour faire face au manque de formation, au chômage et à la désertification des autres îles de la Polynésie, le gouvernement local déclare concentrer tous ses efforts dans le développement du tourisme et de l'hôtellerie, en plus d'une politique de soutien à l'*économie bleue*.

De son côté la Chine, bien qu'elle se défende de toute ambition hégémoniste, entend bien s'installer durablement dans la région, conformément à sa politique « *d'émergence pacifique* »⁴ à l'échelle mondiale. Cette politique de *soft power*⁵ se traduit par le développement d'échanges économiques et diplomatiques, le raffermissement des liens d'amitié avec les populations locales au travers d'actions socio-culturelles, l'implantation d'un Institut Confucius, la multiplication des jumelages scolaires et la formation de salariés sur le continent chinois. L'extension de la *Nouvelle route de la Soie maritime du XXI^e siècle*⁶ à la zone pacifique est d'ailleurs proposée par nombre d'États océaniques qui tentent de séduire à

¹ Terme emprunté à Regnault J.M. et Al Wardi S., *Tahiti en crise durable - Un lourd héritage*, Tahiti, les Éditions de Tahiti, 2011.

² Projet de mise à disposition des terrains domaniaux de 300 ha ainsi que la gestion du golf.

³ Projet de construction de 1000 logements sociaux par la société chinoise TCK Technologie CO Limited.

⁴ Appelée *heping jueqi*. Ce concept, présenté par le président chinois de l'époque, Hu Jintao, est devenu le *leitmotiv* de la diplomatie chinoise depuis 2003 pour rassurer la communauté internationale sur sa politique de développement à l'échelle mondiale.

⁵ Nye J.S. Jr., "The Rise of China's Soft Power", *Wall Street Journal Asia*, December 29, 2005.

⁶ S'inscrivant dans le projet global *One Belt, One Road*. Voir Astarita C., Damiani I., « Géopolitique de la nouvelle route de la soie », *Géoéconomie*, 2/2016 (N° 79), p. 57-94.

leur tour les dirigeants chinois, en se réappropriant le concept cher au président Xi Jinping pour investir plus intensément la région⁷.

Historique des cycles de prospérité providentielle & croyance au *cargo cult*

En premier lieu, il nous faut rappeler que l'étude des discours portés par la magie a été théorisée par nombre de philosophes, sociologues ou anthropologues du XIXe et du XXe siècle tels qu'Émile Durkheim⁸, Bronislaw Malinowski⁹ ou Max Weber¹⁰; périodes où sont d'ailleurs apparues les différentes vagues de croyance au *cargo cult* dans le Pacifique¹¹. Ces théories ont pu mesurer la portée de ces croyances dans les sociétés du Pacifique, encore palpables dans l'inconscient collectif aujourd'hui¹².

Concernant le *culte du cargo*, il s'agissait historiquement de plusieurs formes de cultes millénaristes qui se développèrent principalement en Mélanésie entre 1880 et 1980, peu après l'arrivée des missionnaires puis des soldats étrangers¹³. Cet ensemble de rites consistait, chez les populations locales, à imiter les faits et gestes de leurs hôtes afin d'obtenir les mêmes effets¹⁴, c'est-à-dire l'obtention de biens de consommation à la fois nombreux et sophistiqués et qui arrivaient à l'époque par avion-cargo (d'où le nom du *culte du cargo*). En fait, les autochtones ignoraient l'existence et les modalités de production occidentale des produits manufacturés qu'ils recevaient, et ils attribuaient cette abondance à des forces divines venues d'ailleurs¹⁵.

En Polynésie, on n'a pas véritablement retrouvé traces de ce culte¹⁶. Mon propos est néanmoins de démontrer l'incidence psychologique de cette croyance diffuse en une abondance providentielle arrivant de l'étranger et qui encourage une posture attentiste de la population en ce qui concerne son avenir. Ces périodes de prospérité sont en effet apparues maintes fois dans l'histoire du Territoire et continuent, encore aujourd'hui, de bercer d'illusions les dirigeants et la population.

Ainsi par le passé, on peut citer l'exploitation commerciale du coprah et du phosphate après la Seconde Guerre mondiale, qui ont créé de l'emploi et des revenus importants pour les populations locales. Puis apparut la culture de la Perle noire et le développement du tourisme, qui génèrent encore d'importantes ressources à ce jour. Enfin, les transferts publics du CEP,

⁷ Voir l'argumentaire déployé par Édouard Fritch en visite en RPC en juin 2015 : « Édouard Fritch reçu par le vice-président chinois », *Polynésie Première*, 02/06/2015, <http://polynesie.la1ere.fr/2015/06/02/edouard-fritch-recu-par-le-vice-president-chinois-261091.html> (consulté le 09/02/2016).

⁸ Émile Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1968, 5^{ème} éd., 647 pages.

⁹ Malinowski B., *Les argonautes du pacifique occidental*, Saint-Amand, Gallimard, [1922] 1996.

¹⁰ Weber M., *Essais sur la théorie de la Science, Premier essai*, 1904, p.141 [éd. numérique].

¹¹ Kilani M., *Les Cultes du cargo mélanésien. Mythe et rationalité en anthropologie*, Lausanne, Éditions d'En bas, 1983.

¹² Les *cultes du Cargo* sont encore pratiqués dans certaines îles comme aux Iles Salomon, à Fidji, à Tanna, au Vanuatu ou à Madang en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Voir Tabani M., *Une pirogue pour le Paradis : le culte de John Frum à Tanna (Vanuatu)*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2008.

¹³ Guiart J., Worsley P., « La répartition des mouvements millénaristes en Mélanésie » In: *Archives de sociologie des religions*, n°5, 1958. p. 38-46.

¹⁴ Par exemple en construisant de faux poste-radio ou pistes d'atterrissage pour les avions-cargo tant attendus.

¹⁵ Guiart J. et Worsley P., « La répartition des mouvements millénaristes en Mélanésie », op.cit., p.38.

¹⁶ Un ou deux cas ont été signalés. Ibid, p.38.

pendant la période des essais nucléaires par la France, ont apporté une augmentation du niveau de vie des plus significatives pour les insulaires durant les années 1960 à 1990. Cette injection artificielle de fonds par la France, qui permet que perdure cet état de dépendance économique, continue d'ailleurs d'exister sous différentes formes, que ce soit par le paiement des fonctionnaires de l'État, le maintien de la dette nucléaire (DGA)¹⁷ que par les dispositifs de défiscalisation (maintenus jusqu'en 2025).

Malgré les milliards attendus par la COP 22, le tarissement annoncé des flux financiers métropolitains oblige cependant les dirigeants locaux à penser le futur. Et c'est précisément avec la Chine que la Polynésie rêve de son nouvel avenir.

Une rhétorique politique continuellement inscrite dans la psychologie du *cargo cult*

L'impasse en matière d'autonomie économique vis-à-vis de l'État français laisse la Polynésie française dans une position inconfortable sur le plan politique ; en témoigne l'alternance des partis indépendantistes et autonomistes au pouvoir ces dernières années. Cette situation l'encourage de fait à accueillir à bras ouvert la Chine, 1^{ère} puissance économique mondiale, et présentée par les différents leaders politiques comme la nouvelle manne providentielle à venir. L'*utopie*¹⁸ que ces derniers véhiculent s'inscrit à ce titre dans un *idéal-type* décrit par le sociologue Max Weber, puisqu'on constate à la fois une croyance de la population en un chef charismatique (la preuve en est le nomadisme politique dont font preuve aussi bien l'électorat que les élus¹⁹), mais aussi la croyance aux bienfaits venus de l'*Étranger*, qui amènerait de nouveau prospérité et abondance matérielle sur l'archipel. C'est par l'étude des discours que je démontrerai dans quelle mesure ces illusions se diffusent encore continuellement dans l'espace public polynésien.

Dès 2002, le président du Pays Gaston Flosse avait déjà bien conscience de l'intérêt de profiter de l'envolée économique de la Chine afin de s'émanciper de la tutelle métropolitaine (« *Papeete doit pouvoir signer des accords avec Pékin sans que Paris lui tienne le stylo* »²⁰). S'ensuivit l'article 38 de la loi organique de 2004, qui permit justement la signature de traités internationaux et le commencement de ce qu'allait devenir le plus grand projet touristique français en Polynésie²¹ : le complexe *Mahana Beach*. En effet, G. Flosse voyait déjà grand pour le Pays puisqu'il expliquait que la Polynésie pourrait bénéficier d'un flux conséquent de

¹⁷ En 2015, ce mécanisme d'indexation a été abandonné et le montant de la DGA a été inscrit directement à l'article L. 6500 du code des collectivités (soit 84,5 millions d'euros pour 2015). ARTICLE 57 quinquies (nouveau) (art. L. 2573-54-1 et L. 6500 du code général des collectivités territoriales) - Fixation du montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française pour 2016, <http://www.senat.fr/rap/l15-164-320/l15-164-32020.html>

¹⁸ Utopie au sens de la politique sociale conçue par M. Weber : « *On obtient un idéaltype en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes donnés isolément, diffus et discrets, (...) qu'on ordonne selon les précédents points de vue choisis unilatéralement, pour former un tableau de pensée homogène* ». Weber M., op.cit. p.141.

¹⁹ Voir à ce sujet, Al Wardi S., *Tahiti Nui ou les dérives de l'autonomie*, Paris, L'Harmattan, p. 20-27.

²⁰ Voir l'hebdomadaire indépendantiste *Toere*, 17-23 octobre 2002.

²¹ Dixit Édouard Fritch : « *Tahiti Mahana Beach sera un des plus grands projets d'investissement touristique de France, et probablement d'Europe. C'est donc vous dire à l'échelle de notre Polynésie l'importance et tout l'enjeu qu'il représente* ». « *Le protocole d'accord pour Tahiti Mahana Beach est signé* », *Tahiti Infos*, 19/12/2015, http://www.tahiti-infos.com/Le-protocole-d-accord-pour-Tahiti-Mahana-Beach-est-signé_a142122.html (consulté le 21/01/2017)

touristes et d'hommes d'affaires en transit à Tahiti, sur la diagonale Chine/Amérique du Sud²², en plein développement. D'ailleurs, et juste avant que le projet *Mahana Beach* ne s'effondre en 2016²³, le responsable du MEDEF évoquait à son tour publiquement l'importance des retombées économiques attendues : « *Le Mahana Beach aura un impact sur le pays peut-être aussi important que le CEP* »²⁴.

En 2012, sous la présidence du leader indépendantiste Oscar Temaru, un accord de principe engageant le Pays pour les 99 prochaines années avec les Chinois fut signé²⁵. Cet accord prévoyait initialement l'exploitation des ressources halieutiques sur l'atoll de Hao par les Chinois. Le gouvernement de l'époque promettait de créer 10 000 emplois grâce à ce nouveau partenariat, chiffre qui n'a cessé de s'effondrer année après année, puisque le gouvernement actuel n'en prévoit plus que 1200 en 2015²⁶.

Enfin, quelques tentatives d'évolution des mentalités dans les discours véhiculés dans l'espace public sont à déceler.

Alors que le président Édouard Fritch hérite des deux projets ambitieux de ses prédécesseurs lors de son investiture en 2014, l'une de ses déclarations pourrait éventuellement ouvrir la brèche d'une sortie de ces croyances. Il exhortait le peuple et les élus polynésiens à revenir à une vision plus réaliste de l'arrivée des investissements chinois sur le Territoire :

*« Je ne suis pas du style à (...) tenir la population en haleine et laisser croire que les investisseurs chinois sont à nos portes pour déverser leur milliards en Polynésie française. Les Chinois sont des hommes d'affaires comme n'importe quels autres hommes d'affaires de cette planète. Ils n'investiront pas pour nos beaux yeux »*²⁷.

Persistances de la croyance diffuse au *Cargo cult* : la quadrature du cercle

Un constat s'impose, on trouve en Polynésie des faiblesses institutionnelles, économiques et sociales analogues à certains pays africains qui voulaient se défaire de la dépendance à l'ancien colonisateur en pensant que la Chine les sauverait de tous leurs maux²⁸. En Afrique, cette collaboration s'est certes soldée par quelques succès, comme

²² Aussi appelée « diagonale du Pacifique ». Voir « La Polynésie française ouvre son ciel à la Chine », *Tahiti Infos*, 28/08/2014, http://www.tahiti-infos.com/La-Polynesie-francaise-ouvre-son-ciel-a-la-Chine_a108319.html (consulté le 23/01/2017)

²³ « Tahiti Mahana Beach : 'L'échec du groupe n'est pas l'échec du projet' », *Domtomnews*, 06/07/2016, <http://www.domtomnews.com/Tahiti-Mahana-Beach-L-echec-du.html#.Wla5-n2t3eQ> (consulté le 23/01/2017)

²⁴ « Le Mahana Beach aura un impact sur le pays peut-être aussi important que le CEP », *Tahiti Infos*, 15/07/2015, http://www.tahiti-infos.com/Le-Mahana-Beach-aura-un-impact-sur-le-pays-peut-etre-aussi-important-que-le-CEP_a132257.html (consulté le 23/01/2017)

²⁵ « Joint venture : le Pays prêt à signer pour 99 ans avec une société chinoise », *Tahiti Infos*, 29/11/2012, http://m.tahiti-infos.com/Joint-venture-le-Pays-pret-a-signer-pour-99-ans-avec-une-societe-chinoise_a62174.html (consulté le 23/01/2017).

²⁶ « Ferme aquacole de Hao : des craintes et beaucoup d'enjeux », *Polynésie 1^{ère}*, 06/05/2015, <http://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/tahiti/ferme-aquacole-de-hao-des-craintes-et-beaucoup-d-enjeux-253819.html>, (consulté le 01/02/2017).

²⁷ Fritsch É., « Discours d'allocution au Dîner débat », Papeete, 11 Février 2015, www.tahiti-infos.com/attachment/552075/ (consulté le 22/01/2017)

²⁸ Damome É., « Cette Chine qui divise les Africains », *Outre-Terre*, 4/2011 (n° 30), p. 343-350.

l'aménagement de routes, d'hôpitaux ou du développement de la téléphonie mobile et d'internet²⁹. Les maux systémiques existants ont cependant été aggravés par l'arrivée des investisseurs chinois en ce qui concerne la corruption, la concurrence déloyale, le chômage et la situation environnementale. Concernant les projets chinois en cours en Polynésie, il est à craindre que des questions semblables ne surgissent.

Quelques exemples pour étayer cette thèse, l'échec du projet pharaonique *Mahana Beach*, où la réalité est présentée dans les discours des élus comme un frein (sic) à l'accomplissement des projets sur le Territoire : « *Quelque part on est devenu plus raisonnable, la réalité nous a rattrapés* »³⁰. Alors que le *Mahana Beach* était censé prémunir Tahiti de l'aggravation du chômage et de la baisse de l'afflux touristique, il s'avère que des conditions de travail dérogatoires étaient en fait prévues dans la zone franche du complexe touristique et hôtelier. Loin de créer de l'emploi ou de doper l'économie locale, ces mesures auraient ainsi pu permettre au *resort* de pratiquer une concurrence déloyale vis-à-vis des acteurs économiques locaux, en proposant des prix plus bas que les autres hôteliers de la zone grâce à une main d'œuvre meilleur marché (voire importée de Chine, comme c'est le cas en Afrique - mais la législation actuelle devrait permettre d'empêcher ce genre de problèmes³¹).

Sur le plan environnemental, les dommages collatéraux sur la question de la gestion des déchets produits par des activités d'aquaculture à haut rendement (à Hao) ou par l'afflux massif de touristes à Tahiti (*Mahana Beach*) sont également à prévoir. La récurrence de ces problèmes apparaissant déjà comme insoluble en l'état actuel (alors que ces deux projets n'existent pas à ce jour), il semble que les mises en garde portées par certaines associations environnementales de la société civile devraient être entendues³².

Sur le plan financier, il serait par ailleurs intéressant de prêter attention aux récents revers économiques africains³³ en veillant à diversifier les sources d'investissements du Territoire pour ne pas tourner le dos aux partenaires historiques. Les facilités de prêts, qui sont habituellement offertes aux pays africains par les Banques d'État chinoises telles qu'Exim Bank ou la China Construction Bank, très actives sur le continent pour mener de grands projets infrastructurels, sont devenues pour certains de ces pays des instruments de dépendance, voire de vulnérabilité aux exigences de la République Populaire de Chine sur leurs territoires³⁴.

Enfin, le président du Pays É. Fritch, qui avait pourtant fait de la lutte anti-corruption l'un de ses chevaux de bataille à l'instar du président chinois Xi Jinping, voit le fantôme des échecs africains resurgir. Les études actuelles sur les répercussions engendrées par la présence chinoise en Afrique ont démontré que la corruption des fonctionnaires, déjà existante, avait permis à la Chine de minimiser des droits de douane ou d'obtenir des marchés publics grâce à des pots-de-vin généralisés, permettant de décrocher des permis de travail, d'exploration et de production dérégulés. Les enquêtes en cours sur l'octroi des marchés publics concernant le

²⁹ Mbatia O., *La Chine en Afrique - Histoire Géopolitique Géoéconomie*, Paris, Ellipses, 2012, op.cit.

³⁰ Dixit Albert Solia, ministre de l'Équipement et de l'Aménagement, « Mahana Beach, saison 2 », *La Dépêche*, 06/07/2016, <http://www.ladepeche.pf/mahana-beach-saison-2/> (consulté le 21/01/2017).

³¹ 1er alinéa de l'article 18 de la loi statutaire du 27 février 2004.

³² « Ferme aquacole à Hao : 150 milliards d'investissements mais quid de l'environnement ? », *AvA-infos*, 18/04/2016, <http://www.colibris-tahiti.org/sites/ava-infos/556-ferme-aquacole-a-hao-150-milliards-d-investissements-mais-quid-de-l-environnement> (consulté le 02/01/2017).

³³ L'écroulement récent des investissements de la Chine en Afrique fait suite au raidissement de l'économie chinoise (-40% en 2015).

³⁴ Vircoulon T., « La nouvelle question sino-africaine », *Études*, 11/2007 (Tome 407), p. 451-462.

Mahana Beach confirmeraient de prime abord ces menaces d'aggravation des maux systémiques du Pays³⁵.

Pour tirer le meilleur parti de l'intérêt chinois pour la Polynésie, le propos de cet article est d'inciter les politiques et les médias à sortir de cette rhétorique attentiste héritée des *cargo-cults* et qui mènera, inéluctablement, la Polynésie à s'enfoncer vers une *crise durable*.

Sortir de cet *idéal-type* nécessite, selon M. Weber, d'accepter une phase de désenchantement³⁶ qui seule pourra permettre au peuple de s'insérer pleinement dans la réalité, même si celle-ci s'avère complexe à l'heure de la mondialisation. C'est en prenant en compte ce nouveau paradigme de sortie du *culte du cargo* que la Polynésie aura pleinement les moyens de prendre en main son avenir avec les puissances qui la convoitent.

Regarder vers la Chine en tant que sauveur n'apparaît finalement pas, au regard de cette analyse, comme une *voie de salut* pour le peuple polynésien. En revanche, il peut être intéressant, voire profitable, de s'inspirer de sa *success-story*. En effet, comprendre l'envolée phénoménale de la Chine peut être intéressant à qui saura s'en inspirer. Malgré son passé peu glorieux, où l'idéologie maoïste l'avait conduite dans l'impasse de la violence et de la misère, la Chine a su « *se réveiller* »³⁷ pour s'adapter à la réalité du monde moderne. Le pays a en effet pu se redresser grâce à l'adoption de réformes courageuses lancées successivement depuis 1978, basées sur une politique d'ouverture économique inédite dite d'*économie socialiste de marché*. D'un point de vue politique, il s'agissait également pour les dirigeants de montrer que la Chine pouvait s'ouvrir aux échanges mondiaux *sans perdre son âme*. En se réinventant une *Nouvelle Route de la Soie* adaptée aux flux modernes de la mondialisation, les dirigeants chinois ont ainsi pu proposer au peuple chinois de retrouver ses racines en faisant renaître un état de fierté identitaire qu'il croyait perdue. Les débouchés économiques espérés par ce nouveau programme, *One Belt One Road*, feraient reprendre à la Chine sa place historique de puissance mondiale, centripète et centrifuge, héritée de l'époque dynastique des Tang (VII^{ème} s.).

Suivre la Chine consisterait donc, non pas à faire ce qu'elle désire en se rendant une nouvelle fois de plus dépendant d'un État tiers, mais plutôt à trouver sa propre voie d'un modèle socio-économique unique, proportionné à ses contraintes environnementales et sociales. Cette recherche introspective permettrait alors à la Polynésie d'assumer une politique de *développement durable* en accord avec ses aspirations identitaires les plus profondes. Cette posture lui permettrait dès lors de négocier les termes de projets futurs non plus pharaoniques, mais raisonnés à l'échelle du Pays et avec des partenaires étrangers toujours plus nombreux et qui la « courtisent »³⁸ ; ou, pour reprendre la formule chinoise³⁹, *faire de la Polynésie un pays moderne aux caractéristiques océaniques* .

³⁵ « Tahiti Mahana Beach: Vague de gardes à vue au gouvernement polynésien », *Radio1 Tahiti*, 24/08/2016, <http://outremers360.com/politique/tahiti-mahana-beach-vague-de-gardes-a-vue-au-gouvernement-polynesien/> (consulté le 25/01/2017).

³⁶ Weber M., op.cit, p.166-167 : « *Dans l'histoire des religions, le grand processus de désenchantement du monde (...) conduisit à rejeter, - ainsi que le fit la pensée scientifique grecque- tous les moyens magique de quête du salut comme autant de superstitions et de sacrilèges* ».

³⁷ En référence au titre d'Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*, Paris, Fayard, 1973.

³⁸ Pour reprendre les termes d'É. Fritch en introduction de ce colloque.

³⁹ En écho au slogan d'un « socialisme aux caractéristiques chinoises » (*Zhongguo tese shehui zhuyi*) lancé par le président Deng Xiaoping lors du lancement des réformes en 1978.